

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-suédoises, le Royaume-Uni et l'Union européenne, la construction européenne et sur les questions internationales, à Paris le 22 juin 2016.

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu le Premier ministre de Suède, Stefan LÖFVEN et c'était un plaisir. C'est la quatrième fois qu'il vient à Paris parfois pour nous marquer sa solidarité cela a été le cas lorsque nous avons été victimes du terrorisme, parfois pour des relations bilatérales qui sont d'ailleurs excellentes, qui se sont même intensifiées et puis lorsque l'actualité l'exige et c'est le cas.

Actualité sportive puisque ce soir, la Suède va avoir un match très important. Actualité européenne parce que nous sommes à la veille du référendum britannique. J'ai déjà dit ce que je pensais de cette consultation, elle est très importante, majeure même, pour le Royaume-Uni. C'est de son avenir dont il s'agit. C'est de sa capacité à pouvoir être une grande nation ou en Europe ou isolée. C'est aussi une consultation qui va avoir des conséquences en Europe que nous devons maîtriser.

D'abord, si le Royaume-Uni reste ce que je souhaite, ce que nous souhaitons dans l'Union européenne, les engagements seront tenus mais il ne peut pas y avoir de renégociation. Ce qui a été dit sera fait et nous aurons à cur de mener ensemble les politiques que nous avons décidées ensemble et le Royaume-Uni reste membre à part entière de l'Union européenne même si des exemptions ou des dérogations lui ont été accordées d'ailleurs de manière limitée.

Si le Royaume-Uni décidait de partir, ce serait une décision irréversible qu'il prendrait. Quand c'est non, c'est non, il n'y a pas de statut intermédiaire et il y aurait donc à en tirer là encore toutes les conclusions.

Mais dans les deux hypothèses, - même si l'une est sans comparaison avec l'autre, - nous aurons à travailler pour une relance de la construction européenne pour qu'elle puisse assurer plus de protection : plus de protection pour ses frontières, plus de protection pour la population que la gestion des réfugiés soit traitée avec humanité et en même temps avec responsabilité, plus de protection pour que la défense européenne puisse jouer tout son rôle.

L'Europe devra encore approfondir ses politiques économiques et notamment donner un contenu plus social, une harmonisation. L'Europe devra aussi prendre en compte les défis technologiques, numériques qui sont au cur de l'avenir d'un grand continent.

Et enfin, il n'y a pas d'Europe s'il n'y a pas, pour la jeunesse, un espoir et c'est ce que nous avons aussi à formuler. Alors, pour y travailler dans les deux hypothèses nous aurons à nous retrouver, à nous retrouver à 27 ou à 28 - ça, c'est la décision britannique - mais nous retrouver.

Il y aura un Conseil européen dès le 28 juin mais il y aura d'autres réunions et notamment sûrement un Conseil informel que nous aurons à fixer à la fois dans le lieu qui l'accueillera et aussi dans le contenu que nous devons lui donner.

Donc nous avons discuté de cela avec le Premier ministre suédois et nous sommes en plein accord pour donner cette impulsion nouvelle et pour offrir aux Européens une autre perspective que la seule gestion des crises.

Nous avons aussi voulu évoquer la situation internationale parce que la Suède est un pays qui a toujours été mobilisé pour la paix. Je veux remercier la Suède pour l'appui qu'elle nous a donné lorsque nous l'avons sollicitée après les actes terroristes. La Suède s'est engagée en Afrique notamment, la MINUSMA nous a fourni des matériels. Je veux également saluer ce que fait la Suède avec nous pour l'initiative de paix au Proche-Orient. Et puis la Suède a également une coopération en matière de défense. Elle s'est organisée pour lutter contre le terrorisme et nous le faisons ensemble d'ailleurs dans le cadre de notre participation aux réunions européennes.

Nous avons aussi la question des réfugiés en commun et je sais ce que la Suède a consenti comme effort. Il s'agissait de répondre à un besoin humanitaire d'urgence et ensuite, il a fallu maîtriser, organiser et c'est ce qui a été fait ces derniers mois. Nous devons maintenant mettre en œuvre nos décisions, notamment celles qui concernent la Grèce et la Turquie.

Nous avons aussi à travailler avec les pays d'Afrique et là encore, la France et la Suède se retrouvent ensemble pour porter des politiques de développement. La Suède est un des pays qui font le plus pour le développement et nous le faisons autant qu'il est possible ensemble car si nous voulons éviter les flux migratoires, notamment venant d'Afrique, nous avons à porter ces politiques de développement et également de transition énergétique.

À cet égard et j'en termine là, la Suède a été un allié important pour la réussite de la COP21 et nous devons mettre en œuvre maintenant cet Accord. J'ai lancé un appel pour que les pays membres de l'Union européenne puissent ratifier le plus vite possible l'Accord de Paris et je crois que ce sera le cas de manière à ce que l'Europe puisse être prête, d'ici la fin de l'année, à pouvoir être partie prenante de l'Accord et de sa mise en œuvre.

Pour toutes ces raisons, il était tout à fait important que nous puissions nous retrouver ensemble. C'est une journée européenne aujourd'hui et j'aurai l'occasion aussi de m'entretenir avec Mark RUTTE qui est le président de l'Union européenne qui achève son mandat. J'ai eu des contacts avec Donald TUSK pour la présidence du Conseil européen pour savoir ce que nous aurions à faire. Je sais que le Premier ministre suédois a eu aussi cette relation et j'ai multiplié les contacts avec l'ensemble des parties prenantes.

Et puis, quoi qu'il arrive, je serai également en Allemagne la semaine prochaine pour travailler ensemble à ce que nous pouvons faire pour, quelles que soient les hypothèses, travailler à la relance de la construction européenne. Merci.